

Étude bilan de la Déclaration d'intention de Durban et initiatives REDD+ dans les pays de l'espace COMIFAC : perspectives pour l'avenir

STEPHEN COBB & RENE OYONO

FINANCEMENT: GOUVERNEMENT DE LA NORVEGE

SOUS LA DIRECTION DE L'UICN, LE PFBC ET LE SE DE LA COMIFAC

Cette presentation

- ❖ Qu'est-ce la Declaration de Durban?
- ❖ Quelles etaient les intentions des signataires fin 2011?
- ❖ Quelles demarches depuis?
- ❖ Les objectifs de cet etude/exercice de planification strategique
- ❖ La methodologie
- ❖ Les premiers pas dans la collecte de donnees
- ❖ Les defies methodologiques
- ❖ Votre participation: ce que le PFBC attend de vous

La Déclaration de Durban de nov. 2011

La présente Déclaration d'intention conjointe a pour objectif de stimuler les progrès en matière de REDD+ dans le Bassin du Congo en tirant parti des institutions et des initiatives existantes pour soutenir le développement et la mise en oeuvre des stratégies nationales de la REDD+. Elle vise spécifiquement à :

- i. **accélérer la mise en oeuvre de la REDD+ dans le Bassin du Congo** dans l'objectif ultime de gérer durablement les écosystèmes forestiers en vue de stabiliser le couvert forestier et réduire les émissions de carbone en tenant compte des besoins de développement dans la région ; et*
- ii. renforcer la promotion et la mise en oeuvre de la REDD+ dans le Bassin du Congo à travers **une collaboration ambitieuse**, pragmatique et étroite via le soutien politique et la mobilisation accrue des ressources financières et techniques.*

Intention des pays de l'Afrique centrale

Nous, pays d'Afrique centrale membres de la COMIFAC soutenant la présente Déclaration, nous soulignons notre volonté de faire avancer le processus de la REDD+, chacun selon ses capacités et sa situation spécifique, et reconnaissons la nécessité de renforcer les capacités et de mettre en place les institutions propices là où elles font aujourd'hui défaut. Progressivement et au rythme optimal que permet leur situation nationale, tous les pays d'Afrique centrale soutenant la présente Déclaration sont disposés à:

- i. **développer des politiques, stratégies et programmes de développement durable** (économie verte) qui comprennent des actions de développement « sobres » en carbone pour tous les secteurs-clés notamment les secteurs forestier, agricole, énergétique, minier et de transport;*
- ii. développer des **stratégies REDD+ qui ciblent les principales causes de la déforestation et de la dégradation des forêts**, notamment les stratégies qui nécessitent une coopération et une coordination au-delà des frontières nationales ;*
- iii. **renforcer la gouvernance forestière** au moyen, entre autres, de l'application des réglementations forestières, de la gouvernance et des échanges commerciaux (FLEGT) et en mettant l'accent sur le renforcement des capacités des institutions-clés afin de promouvoir le respect des normes internationales applicables en matière fiduciaire, sociale et environnementale ;*
- iv. établir des mécanismes pour la **participation pleine et réelle des parties prenantes** concernées ;*
- v. poursuivre des processus **d'aménagement du territoire et de zonage** qui soient **participatifs et intégrés** ;*
- vi. renforcer systématiquement les capacités pour en **faire des capacités humaines et institutionnelles durables** ;*
- vii. établir des **systèmes de suivi et de mesure, notification et vérification** et pouvant faire l'objet de rapports pour la REDD+, notamment les clauses de sauvegarde telles qu'elles sont définies dans les Accords de Cancun; et*
- viii. utiliser les mécanismes existants tels que la Base de données Volontaire de REDD+ et les Programmes Nationaux pour estimer les ressources nécessaires pour atteindre ces objectifs selon la situation propre à chaque pays.*

Intentions des pays partenaires

Nous, pays partenaires soutenant la présente Déclaration, nous sommes conjointement disposés à être des partenaires fiables pour les pays d'Afrique centrale participant à la REDD+, en fonction des capacités et de la situation propres à chacun, en:

- i. **augmentant progressivement et faisant monter en puissance le niveau global de l'aide technique et financière** disponible pour le développement et la mise en oeuvre des stratégies REDD+ des pays d'Afrique centrale selon des modalités transparentes, durables, prévisibles et axées sur les résultats et compatibles avec le budget national et des processus d'appropriation ;*
- ii. travaillant tant au niveau régional que de manière approfondie avec chacun des pays d'Afrique centrale, comme il convient pour chaque partenaire, et en **nous appuyant sur les relations multilatérales et bilatérales existantes** ;*
- iii. fournissant un **soutien qui soit effectif, efficace et de mieux en mieux coordonné**, en mobilisant les avantages comparatifs de chaque pays donateur, dans un effort collectif visant à optimiser les retombées positives pour les pays d'Afrique centrale participant dans la REDD+;*

Autres points saillants de la déclaration

Tous les pays qui ont adhéré à cette Déclaration d'intention ont confirmé

*« la reconnaissance du rôle important que les institutions multilatérales, régionales, bilatérales et nationales, le secteur privé et les organisations de la société civile, en particulier celles représentant les peuples autochtones et les populations dépendantes des forêts du Bassin du Congo, joueront pour concevoir et garantir l'application réelle des stratégies et des programmes forts dans le cadre de la REDD+ » et se sont engagés à « **assurer le suivi de cette déclaration** conjointe dès début 2012 pour concrétiser leurs intentions en actions qui feront progresser REDD+ dans le Bassin du Congo à travers la coopération bilatérale et/ou multilatérale »*

Progres depuis Durban, 2011

Pour favoriser et faciliter le suivi et la mise en oeuvre des intentions et engagements exprimées ou pris par les pays du bassin du Congo et leurs partenaires au sujet de la REDD+, la Facilitation canadienne du PFBC de concert avec le Secrétariat Exécutif de la COMIFAC, a commandité une étude sur **«le bilan, l'analyse et les perspectives des initiatives REDD+ dans les pays de l'espace COMIFAC- Dimensions stratégique, institutionnelle et opérationnelle »**, dont la validation a eu lieu au cours de la 10ième Réunion des Partenaires du PFBC, tenue à Douala du 29 février au 2 mars 2012. À l'issu de cette 10ième RdP des recommandations fortes, ont été adoptées susceptibles de booster la mise en oeuvre de la déclaration d'intention, ceci en présence des coordonnateurs nationaux de la COMIFAC, des représentants de la CEFDHAC et des points focaux climats et les partenaires techniques et financiers.

Position des Ministres

Les Ministres ont en outre soutenu la position commune africaine en prélude à la COP 19 à la Convention Climat prévue à Varsovie et ont invité les pays partenaires à appuyer la COMIFAC dans l'organisation d'une rencontre de haut niveau afin d'**évaluer les progrès de la mise en oeuvre de la déclaration** d'intention conjointe de Durban sur REDD+, en collaboration avec la Facilitation américaine du PFBC. Ils ont par ailleurs instruit le Secrétariat Exécutif de mobiliser les moyens pour **faire le point sur l'état des besoins des pays en matières de REDD+** et invité la CEEAC à redynamiser le groupe de travail des Experts Climat d'Afrique Centrale afin qu'il puisse fournir des informations scientifiques utiles pour les négociateurs de l'Afrique Centrale.

Objectifs de l'étude

« Il vise la mise à disposition des Gouvernements de l'espace COMIFAC et des partenaires, des informations crédibles et des propositions concrètes pour faciliter la prise de décision et améliorer le processus de mise en oeuvre de la Déclaration d'Intention REDD+ de Durban et de la REDD+ en Afrique Centrale.»

Objectifs spécifiques (1)

a) Dresser un état des lieux et une analyse des progrès accomplis aux niveaux national et sous-régional dans la mise en oeuvre de la Déclaration d'Intention de Durban et la REDD+: les mesures/actions concrètes entreprises; les résultats obtenus par ces mesures; y compris en comparaison des trois pays qui n'ont pas signé la Déclaration.

b) Réaliser des consultations sous la forme de :

- 1. Une évaluation participative multi-acteurs des opportunités, contraintes/obstacles sur les plans sociopolitique, institutionnel, juridique et financier/économique relative à la mise en oeuvre de la Déclaration d'Intention de Durban et de la REDD+;
- 2. Des consultations et interviews avec des acteurs (pays et bailleurs, représentants de l'UNREDD, FCPC, FEM) pour analyser les options et formuler des propositions concrètes d'actions prioritaires nationales et sous régionales et d'approches, tenant compte des spécificités et priorités de chaque pays de la COMIFAC - CEEAC, afin de booster la mise en oeuvre réussie de la Déclaration d'intention de Durban et de la REDD+. Ceci permettra non seulement aux pays d'Afrique Centrale de finaliser cette phase de préparation de la REDD+ mais également de faciliter la mise en place de mécanismes REDD+ de paiements axés sur les résultats ;

Objectifs spécifiques (2)

- c) Faire une synthèse sur les financements actuellement promis, engagés et les perspectives ;
- d) Proposer des recommandations et des actions prioritaires nationales et sous régionales afin de juguler les obstacles à la mise en oeuvre de la REDD+, en tenant compte des priorités et des spécificités de chaque pays de la COMIFAC - CEEAC dans le cadre de la mise en oeuvre effective de la Déclaration d'intention de Durban sur le REDD+

Aspects pratiques

- ❖ Maitrise par l'UICN, la facilitation du PFBC at le SE COMIFAC
- ❖ Financement norvegien
- ❖ Execution par SC et RO
- ❖ Calendrier (qui depend un peu sur le budget eventuellement disponible)

Resultats attendus

Concretement, qu'est-ce qu'on peut attendre de cet etude?

D'apres les TdR:

« Un rapport en trois parties à présenter aux partenaires du PFBC:

- Le bilan sur les avancées et sur les plans stratégiques institutionnels et opérationnels
- soulignant les besoins des pays de la COMIFAC en matière de REDD+ ;
- l'état de mise en oeuvre et/ou les opportunités pour l'opérationnalisation de la Déclaration
- d'intention REDD+ en Afrique centrale ;
- les propositions sur les actions prioritaires au niveau national et sous-régional. »

Vos commentaires seront les bienvenues.

Methodologie

- ❖ Sources de documentation publiquement disponible
- ❖ Interviews et questionnaires; consultation parmi les deux groupes cibles (les pays et les partenaires financiers)
- ❖ Analyse et reporting
- ❖ Un atelier de priorisation future
- ❖ Draft final soumis a la prochaine reunion des partenaires
- ❖ Soumission au Conseil des Ministres de la COMIFAC

Analyse documentaire

Partenaires:

- Examen de 18 sites-web des partenaires (le 8 signataires de la declaration) et des sites synthetiques, telles que le “REDD+ voluntary database”
- Compilation de tableaux completes, et de syntheses (voir diapos suivants)

Pays de la sous-region

- Rene Oyono a faire le point apres

Partenaire:	Australie
Funding instrument(s):	International Forest Carbon Initiative
Established:	2007
Anticipated lifespan:	2007-12
FSF commitment:	US\$560 million (2010), of which US\$130 million for REDD+
Evidence of action on Durban declaration since Jan 2012?	none found
REDD+ database funding commitments declared:	
Funding - Global initiatives relevant to COMIFAC countries:	FCPF; FIP, CIFOR; IFICI; REDD+ Partnership
Pre- Jan 2012:	US\$2.76m (CIFOR 2007-10) US\$30.2m (FCPF 2007-10) US\$34.5m (FIP 2009-11) US\$35.5m (IFICI 2007-11) US\$0.5m (REDD+ Partnership 2010)
Post-Jan 2012:	none found
Funding – Regional programmes relevant to COMIFAC countries:	none found
Pre-Jan 2012:	N/A
Post-Jan 2012:	N/A
Other actions:	Co-chair of REDD+ partnership during first half of 2012.
Funding – National programmes in COMIFAC member countries: [Countries:]	none found

Partenaire:		Norway	
Funding instrument(s):		International Climate and Forest Initiative (NICFI)	
Established:	2008	Anticipated lifespan:	-
FSF commitment:		\$1,000 million	
Evidence of action on Durban declaration since Jan 2012?		Norway's endorsement of the declaration is stated on government's website and cited in Mai Ndombe ERPIN (DRC)	
REDD+ database funding commitments declared:			
Funding - Global initiatives relevant to COMIFAC countries:		FCPF; FIP; UN-REDD; ITTO REDDES; GEF	
Pre- Jan 2012:		US\$210m (FCPF 2009-13); US\$ 30.9m (FCPF 2008-10); US\$193m (FIP 2010-13); US\$143.83m (UN-REDD 2008-12); US\$8.2m (ITTO 2009-11); US\$3.2m (GEF 2006-12)	
Post-Jan 2012:		Nov 2013 (Warsaw) commitment to channel up to \$135 million to the Biocarbon Fund Initiative for Sustainable Forest Landscapes (BioC ISFL) and an additional US\$100 million to the FCPF.*	
Funding – Regional programmes relevant to COMIFAC countries:		CBFF	
Pre-Jan 2012:		US\$93.23m(CBFF 2009-12)	
Post-Jan 2012:			
Other actions:			
Funding – National programmes in COMIFAC member countries:			
Countries	Pre-Jan 2012:	Post-Jan 2012:	
Burundi			
DRC		US\$7.78m(CARPE, 2013); US\$0.8m (IIASA, 2013-15); US \$2.5m (UNDP 2012-13)	
CAR			
Congo			
Cameroon			
Equatorial Guinea			
Cote d'Ivoire			

Defis methodologiques

- ❖ Manque de “baseline” en janvier 2012. Comment mesurer une tendance?
- ❖ Peu de reference a la Declaration de Durban dans la documentation publiquement disponible
- ❖ Reporting tres tardif sur les sites-web; information generalement difficile d’acces
- ❖ Presqu’aucune documentation sur le web sur les engagements depuis debut 2012 (a rechercher a travers les interviews, evidemment)
- ❖ Complexite des programmes dans le secteur
- ❖ Carence d’une base de donnees sur les projets et programmes dans les secteurs forets/REDD+ dans les pays de la sous-region
- ❖ Une courte etude a deux personnes: bonne approche pour une analyse de l’etat des lieux, moins indiquee pour la definition de priorites (toutefois, le Plan de Convergence et les strategies REDD+ nationales font une base solide)

Ce que nous cherchons auprès des Partenaires

Rappel: cet etude est commanditee par la Facilitation du Partenariat (de concert avec l'UICN et le SE COMIFAC). Elle appartient a vous. Aussi nous cherchons:

- Aujourd'hui et demain
 - Vos **observations, critiques et commentaires**
- Dans les semaines et mois a venir
 - Votre **collaboration** dans les interviews et questionnaires, et votre **participation** dans l'evolution des idees et l'elaboration des priorites